

L'UNESCO mobilise la communauté internationale pour une gestion durable de l'eau

Dossier de la rédaction de H2o
May 2024

À

L'UNESCO profite du 10^e Forum mondial de l'eau se tenant à Bali (Indonésie) du 18 au 24 mai 2024 pour plaider une nouvelle fois en faveur de la coopération internationale et du développement de solutions innovantes face à l'urgence des défis liés à l'eau. Cette édition du forum est placée sous le thème de "L'eau pour une prospérité partagée". Co-animé par l'Agence, l'UNESCO y plaidera en faveur de trois objectifs principaux : un travail plus étroit entre les États, l'amélioration de l'accès des connaissances et le développement de l'éducation et de la sensibilisation aux problèmes liés à l'eau.

Accroître la coopération dans la gestion des eaux transfrontalières - Des rivières aux lacs en passant par les aquifères, les États doiventurgemment collaborer pour gérer leurs ressources en eaux qui s'étendent de part et d'autre de leurs frontières. La première étape consiste souvent à identifier les sources d'eau partagées. Principale organisation chargée de surveiller les aquifères transfrontaliers, l'UNESCO a contribué à l'identification de systèmes traversant 153 pays, et comprenant 468 aquifères et 286 lacs et rivières. Le projet GGRETA (Governance of Groundwater Resources in Transboundary Aquifers) de l'UNESCO, qui existe depuis une décennie, a permis d'évaluer les aquifères transfrontaliers sur trois continents et d'en étudier les aspects politiques et de gouvernance, en plus d'autres programmes localisés en Afrique de l'Ouest, en Méditerranée, dans les Balkans et en Amérique du Sud. Un cadre commun de gestion de l'eau peut être un puissant moteur de développement collectif, mais seule une minorité de pays ont pour le moment mis en place des accords transfrontaliers. Le bassin du fleuve Sénégal est un exemple de bonne pratique : le barrage de Manantali, bien que géographiquement situé au Mali, est détenu collectivement et géré par l'Autorité de développement du bassin du fleuve Sénégal, qui alimente le secteur énergétique des pays du bassin (Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal) en produisant de l'électricité à moindre coût et à partir d'une source non polluante.

Améliorer la connaissance et la collecte des données sur l'eau - Depuis les années 1980, la collecte de données sur l'eau s'est développée et il est urgent de l'améliorer grâce aux progrès technologiques. Le Système de réseau d'information sur l'eau administré par l'UNESCO est une base de données mondiales et locales qui permet aux parties prenantes de prendre des décisions éclairées. En complément, une Plateforme d'apprentissage de l'UNESCO permet d'acquérir les compétences pour transformer ces données brutes en informations exploitables. L'UNESCO a mis également au point la méthodologie Climate Risk Informed Decision Analysis (CRIDA) pour gérer les ressources dans les zones de stress hydrique grâce à une approche participative et ascendante permettant de repérer efficacement les fragilités hydro-climatiques. Des systèmes d'alerte précoce aux inondations et à la sécheresse (Flood and Drought Early Warning Systems) ont ainsi été mis en place en Afrique. En plus des données fournies par des technologies de pointe comme la surveillance par satellite, l'UNESCO appelle les gouvernements à investir davantage dans la formation et la participation des communautés locales afin qu'elles puissent apporter des données de terrain venant compléter, confirmer et calibrer ces mesures. Il faut également s'attaquer aux inefficacités structurelles : on estime aujourd'hui que 5 à 50 % de l'eau n'arrive jamais à destination en raison de fuites dans les canalisations et de systèmes défectueux. Améliorer la détection et la résolution de ces fuites permettrait de réduire la perte d'eau dans le monde.

Accroître la sensibilisation et la compréhension des problèmes concernant l'eau - La formation d'une nouvelle génération de professionnels de l'eau, capables de conseiller les gouvernements dans la mise en œuvre de politiques prenant en compte les impacts économiques, sociaux, politiques, sanitaires et agricoles, sera essentielle pour lutter contre la perte d'eau à l'avenir. Chaque année, l'UNESCO et ses partenaires forment environ 20 000 personnes à travers un réseau de 29 centres de recherche de catégorie 2, 84 chaires universitaires de l'UNESCO et de comités nationaux. L'UNESCO travaille également à l'éducation du grand public, en particulier des jeunes et des enfants. Ses campagnes de sensibilisation, qui passent notamment par le Réseau mondial des musées de l'eau (89 institutions dans

38 pays), sensibilisent 10 millions de visiteurs par an à des sujets allant de la science de l'eau à l'utilisation de l'eau dans la vie quotidienne. L'UNESCO appelle aussi à une approche plus inclusive dans le traitement des questions liées à l'eau : les connaissances et les savoir-faire ancestraux recèlent de nombreuses solutions pour une gestion durable de cette ressource : dans le cadre de son programme LINKS, l'Organisation promeut les méthodes et approches des peuples autochtones en matière de gestion de l'eau, de gouvernance et de droits.

WWF-10 à